

CherEs collègues,

Tout ne va pas aussi vite que nous le voudrions. Nos dossiers s'enlisent et un bref coup d'œil vers le passé, pas si lointain mais peut-être trop vite oublié, nous montre que l'école peine à évoluer, que les bonnes idées pédagogiques d'il y a 30 ans ne sont toujours pas entièrement réalisées mais que, surtout, elles ressemblaient à celles d'il y a 60 ans qui, elles-mêmes... etc. L'histoire de l'éducation bégaie et nous sommes sûrement un cas désespéré pour la logopédie.

Tout ne va pas aussi vite que nous l'espérons, disais-je. Et pourtant, nous avons aussi l'impression que tout s'accélère, que les réformes s'enchaînent, que notre métier se complexifie, que nos tâches s'amplifient, bref, que nous sommes pris dans une tourmente. Paradoxe certain, et réalité certaine également. Nous pourrions nous complaire dans des constats négatifs, dépeindre tout l'avenir de l'école en noir. Mais ce n'est pas mon propos aujourd'hui. Si je suis intimement convaincu que le négatif doit être exprimé pour permettre le positif, j'aimerais ce soir – alors que je termine ma 3^{ème} année de mandat et me trouve donc au milieu de la durée possible de présidence de la SPG – vous tenir un discours résolument optimiste. Celles et ceux qui me connaissent un peu risquent d'être surpris, tant il est vrai que de par ma nature et la position que j'occupe, je suis plus souvent employé à dénoncer, critiquer, revendiquer, défendre et attaquer. Mais surtout à résister. Et je crois que si les infinitifs précédents ont toute leur valeur dans l'action syndicale, ce dernier verbe, résister, doit, ou en tout cas devrait, être le plus représentatif de la SPG. Parmi la tourmente et l'enlèvement évoqués en premier, je suis certain que la SPG représente, pour vous tous, un repère nécessaire, indispensable, un garant du cap que nous voulons, que vous voulez maintenir pour l'école, la profession et les élèves. Résister pour aller de l'avant. Oui, mais pour aller où et comment diront inmanquablement certains. Une régression est-elle nécessaire pour grandir, ou n'est-elle que régression ?

CherEs collègues, si nous voulons lutter contre l'exclusion – qui fait qu'un cinquième des élèves est en échec et que 700 jeunes par an, leur scolarité obligatoire achevée, ne se retrouvent nulle part – si nous voulons arrêter cela, œuvrer pour une école plus juste – et je sais que c'est le vœu de chacune et chacun ici présent ce soir – alors nous devons l'affirmer de manière forte. Il nous faut impérativement reprendre la main, nous, les professionnels ! J'y crois. Et, pour ce faire, je suis persuadé que notre unité, notre cohésion, notre cohérence, non seulement sont indispensables, c'est une évidence, mais doivent encore être visibles et connus. Il ne s'agit pas de répondre au coup par coup aux attaques médiatiques, écoeurantes, avilissantes et irresponsables ; il ne s'agit pas non plus de déplorer l'incompétence de notre direction et son absence de soutien, irresponsable ; il ne s'agit pas, enfin, de combattre – comme si là résidait la seule cause du mal – les partis bourgeois qui s'allient à l'UDC pour signer des accords iniques et des projets de loi abjects, irresponsables. Non. Nous devons nous situer au-dessus. Au-dessus de la presse people, de la hiérarchie et du politique !

Responsables, les enseignants le sont, eux. Mais les disparités qui ont perduré jusqu'à maintenant n'ont pas aidé à montrer le travail de qualité effectué au quotidien, sur le terrain. Nous pouvons, nous devons changer cela. En harmonisant nos pratiques, en faisant, où que l'on se situe, un pas nécessaire vers l'autre, nous arriverons à donner l'impulsion pour que l'école reparte sur des bases saines. Et regagner ainsi le contrat de confiance avec les parents et la population. Plus facile à dire qu'à faire, certes. Mais, encore une fois, au lieu de s'attarder sur toutes les barrières possibles, sur les deuils nécessaires qu'il faudra faire – et qu'il convient de ne pas négliger – regardons

sereinement la rentrée 2005 et croyons en notre force de persuasion, en notre pouvoir d'initier un vrai changement. Le terrain n'est pas si défavorable qu'il pourrait paraître de prime abord. D'ailleurs, il y a des signes. Et là, permettez-moi de faire une petite digression.

L'autre jour nous étions sur la route, Georges Pasquier et moi, pour rejoindre nos collègues du SER, et à la radio nous avons écouté Thierry Béguin, ministre neuchâtelois de l'éducation, en fonction il y a quelques jours encore. Entendre un conseiller d'Etat radical fustiger la droite genevoise à propos de la prise d'otage que constituait leur accord est assez savoureux. J'aurais aussi aimé reprendre ses mots illustrant l'absurdité des moyennes dans l'évaluation, mais le président du DIP l'a fait avant moi dans ses présentations... « *J'ai la tête dans le four et les pieds au congélateur, mais je suis bien, ma température moyenne est excellente !* ». Bon, comme je ne vais pas développer sur du réchauffé, je vais en fait procéder comme le chef du département et utiliser les paroles de mon homologue vaudois, Jacques Daniélou qui, lors de sa dernière AD a cité un proverbe zoulou – vous pourrez voir avec lui après la séance où c'est qu'il l'a trouvé... Je vous le livre donc : « *Si tu avances, tu es mort. Si tu recules, tu es mort. Alors, pourquoi reculer ?* ». Je sais que d'aucuns, plus pessimistes, préféreraient citer Jankélévitch et lancer : « *Hélas, en avant toute !* ». Mais, je l'ai dit, je ne pense pas qu'il faille tomber dans le défaitisme.

Et, plus sérieusement, je ne pense pas qu'il soit raisonnable d'évoquer une quelconque fuite en avant. Toutefois, s'il est normal de passer par des considérations de la sorte et de nourrir – heureusement – quelques doutes, je me refuse et me refuserai toujours à céder au fatalisme. Et, au-delà de ma conviction personnelle, je tiens absolument à affirmer ici que le rôle de l'association professionnelle ne peut pas se cantonner aux beaux discours ou à réclamer des moyens mais doit aussi, c'est primordial et urgent, être capable d'offrir une garantie de la qualité du travail des enseignants, de veiller au rendre compte, d'évaluer l'effet de la professionnalisation qu'elle promet. D'aller, en quelque sorte, plus loin que le code de déontologie du SER que nous avons adopté.

Cela relève de notre responsabilité, parce qu'il est vain de compter uniquement sur d'autres dans ce domaine. Peut-être que cette déclaration ne plaira pas à tout le monde. Mais la SPG, pour son avenir, pour que l'association professionnelle et syndicale qu'elle entend être continue à défendre l'école publique et ses enseignants, doit aussi avoir le courage de bousculer, au risque d'être impopulaire pour quelques collègues. J'estime qu'il en va de notre crédibilité. J'assumerai donc les prises de positions qui se voudront sans ambiguïté sur l'évaluation de notre système éducatif, sur les mesures qui seront prises pour la rentrée, leur application et leur contrôle.

Pour l'instant, j'aimerais vous convaincre que nous avons dans nos mains tous les atouts pour réussir une rentrée 2005 sans fausse note – et sans jeu de mots !

Pour que la société retrouve entière confiance envers l'école, que notre travail soit valorisé, que nos élèves réussissent – tout est lié et interdépendant – je crois que nous devons aussi – et peut-être même d'abord – développer une confiance entre nous, professionnels, apprendre à nous valoriser, mutuellement aussi, et à être persuadés de notre pouvoir à engendrer des changements et des évolutions, avec l'aide de la SPG, bien sûr ! La SPG peut, et peut beaucoup ! Mais pas sans vous !

Alors, cherEs collègues, pour terminer, j'aimerais vous remercier pour votre fidélité, pour votre grande implication – le rapport d'activité en témoigne – et laissez-moi encore juste vous dire que je me réjouis du chemin, passionnant, j'en suis certain, que nous allons encore poursuivre ensemble !

Merci.